

L'impôt—Loi

M. Kristiansen: L'auditoire a le droit de réagir lorsque l'acteur est mauvais.

M. McCain: Je me demande pourquoi le bavard qui se trouve à ma gauche n'a pas étudié plus en profondeur la structure économique de notre pays. A-t-il pris connaissance des analyses concernant non seulement la structure financière précaire de notre pays, mais également à la situation encore plus précaire du régime de la libre entreprise? A mon sens, lire un rapport journalistique sur la situation financière, c'est comme lire la rubrique nécrologique. Le nombre de faillites dans le domaine de la pêche, de l'agriculture, de l'exploitation forestière et des petites et grandes entreprises augmente de jour en jour. Toutefois, le gouvernement continue à s'attaquer au système des bénéfiques, qui crée les emplois.

Je tiens à vous dire que, tant que notre idéologie ne sera pas un peu mieux adaptée aux réalités économiques du développement et de l'emploi, notre pays sera dans une mauvaise passe.

Le député de London-Ouest a déclaré qu'il est possible de combiner la libre entreprise et le secteur public. Nous l'avons fait, ce qui prouve bien que c'est possible. Certaines sociétés de la Couronne ont pu être exploitées au Canada dans des secteurs particuliers, comme l'énergie nucléaire, les transports et les services d'utilité publique. Il est évident qu'une société de la Couronne est mieux en mesure de servir le public dans ces secteurs. Nous avons adopté ce principe; et jusqu'à ce que le gouvernement commence à attaquer, réglementer et taxer la libre entreprise et la propriété, il y avait des emplois. Il y en avait à Oshawa, à Grande Prairie et à Carleton-Charlotte. Maintenant qu'il rejette cette association et qu'il dénigre le système qui a donné du travail à tant de Canadiens, il n'y a plus d'emplois. Des gens ont perdu leur emploi, et ce sont les contribuables qui en assument les frais et qui souffrent de la situation.

Il faut établir un certain équilibre entre la participation du secteur privé et celle de l'État. Nous devons apprendre à créer cet équilibre pour rétablir notre structure économique. D'abord, il faut examiner certaines des conséquences locales d'une économie en perte de vitesse au Canada. Je voudrais me servir de ma propre circonscription de Carleton-Charlotte à titre d'exemple. Plusieurs employeurs importants de ma circonscription ont fermé boutique. Comme le député néo-démocrate l'a signalé, il y a eu des licenciements dans l'industrie forestière et cela a touché diverses entreprises de ma circonscription. Ces licenciements peuvent être temporaires ou permanents. La fermeture de l'usine de bois de placage de McAdam est permanente et touche directement 250 ou 300 emplois. Ce chiffre dépasse même largement 300 lorsqu'on tient compte des retombées sur les secteurs qui travaillent pour l'industrie forestière. Cette usine a fermé ses portes parce que le gouvernement refusait de reconnaître l'importance de l'industrie du logement. Il n'existait pas de débouchés pour le bois de placage produit par l'usine. Par conséquent, le ralentissement économique entraîné par le rapprochement entre l'idéologie du NPD et la philosophie du parti libéral a mis 300 personnes en chômage.

M. Kristiansen: Ronald Reagan.

M. McCain: Quand vous ne trouvez pas quelqu'un à qui jeter la pierre au Canada, vous traversez les frontières. Je n'ai

pas mentionné Ronald Reagan. Ce n'est pas sa faute si nous sommes dans une telle situation. Nous devons voir ce qui se passe chez nous.

M. Kristiansen: C'est la même théorie.

M. McCain: Ce qui se passe dans la Communauté européenne, en Amérique du Sud et en Amérique du Nord nous intéresse. La conjoncture économique mondiale touche notre pays comme tous les autres pays du monde, mais nous devons chercher des solutions qui peuvent s'appliquer chez nous. Il y a bien des choses que nous pouvons faire.

Nous n'avons pas besoin d'un budget qui prévoit l'adoption d'une loi sur le pouvoir d'emprunt qui augmentera le fardeau des contribuables pour l'année prochaine et toutes les années à venir. C'est une mesure improductive qui vise à faire fonctionner le gouvernement et qui ne donne rien de concret.

M. Kristiansen: Où prenez-vous les 6.6 milliards de dollars?

M. McCain: Vous devrez probablement l'emprunter à l'étranger, car les Canadiens ont été dépouillés à cause de notre politique.

M. l'Orateur adjoint: En toute déférence, je rappelle au député qu'il devrait adresser ses remarques à la présidence.

M. Oberle: Empruntez au syndicat international. Il est très riche.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. La parole est au député de Carleton-Charlotte.

M. McCain: Nous devons revenir à la réalité. Nous devons décider comment sera maintenue cette collaboration entre les sociétés de la Couronne et l'entreprise privée. Elle ne peut continuer à exister si l'imposition et la réglementation rendent l'entreprise ni profitable ni souhaitable.

• (1610)

Voilà les obstacles qu'il nous a fallu surmonter. Nous pouvons aller plus loin. Nous avons des forges dont l'avenir semblait très prometteur, parce qu'elles avaient déjà une forte production qui devait pouvoir augmenter considérablement. Avec le déclin de l'agriculture, de la construction ferroviaire et de la construction dans l'industrie de l'équipement lourd, cette usine a perdu ses débouchés. Elle a fermé ses portes, faisant disparaître de 250 à 300 emplois, ce qu'on aurait pu éviter si les budgets du gouvernement avaient offert les stimulants voulus ou au moins s'ils avaient cherché un peu à encourager la petite entreprise ou à s'y intéresser. Mais non, ils se sont contentés d'alourdir ses impôts.

Quand nous abordons le problème de la petite entreprise, je reçois plus d'appels téléphoniques à ce sujet en un mois que je n'en ai reçu pendant la totalité de mes neuf premières années à la Chambre des communes. Je reçois toutes sortes d'appels déchirants comme celui de ce père de famille qui est dans les affaires depuis un certain temps et qui me demande si je ne peux pas trouver un emploi pour son fils. Il n'a pas les moyens de l'aider à terminer ses études et à obtenir son diplôme. Il va rejoindre la horde des chômeurs. Le père ne peut pas lui donner du travail ni l'aider à payer ses études. Voilà le résultat du marasme économique et ses conséquences sur le monde des affaires jadis prospère.